

Zeitschrift:	Mobile : la revue d'éducation physique et de sport
Herausgeber:	Office fédéral du sport ; Association suisse d'éducation physique à l'école
Band:	9 (2007)
Heft:	2
 Artikel:	Échantillons sous haute surveillance
Autor:	Donzel, Raphael
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-995471

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Echantillons sous haute surveillance



Pionnier // Biochimiste de formation, Martial Saugy dirige le Laboratoire suisse d'analyse du dopage à Lausanne. Chaque année, 4000 contrôles y sont effectués. Les analyses de dopage sanguin ont fait la réputation de cette institution.

Raphael Donzel

► Epalinges, sur les hauteurs de Lausanne. Une commune de près de 8000 habitants, essentiellement résidentielle. Des quartiers d'immeubles locatifs, des secteurs de villas, une zone sportive et de loisirs, quelques commerces, des bureaux et un laboratoire. De renommée mondiale. «Nous avons été les premiers à appliquer la méthode de mesure de l'érythropoïétine (EPO) dans l'urine et à déclarer des cas positifs», confie Martial Saugy, co-fondateur du Laboratoire suisse d'analyse du dopage (LAD) et directeur depuis 2003.

Référence suisse

Créé en 1990, le LAD est l'une des cinq unités de l'Institut Universitaire de Médecine Légale (IUML), rattaché lui-même au Département Universitaire de Médecine et Santé Communautaires des Hôpitaux-CHUV de Lausanne. Accrédité par le CIO en 1991, il est le seul habilité à faire des analyses antidopage en Suisse. Dans le monde, 32 autres laboratoires bénéficient de ce statut, remis en jeu tous les douze mois. «L'Agence Mondiale Antidopage (AMA), qui a repris la surveillance de ces accréditations depuis 2002, nous soumet à quatre examens par année, explique Martial Saugy. Elle nous livre des échantillons d'urine positifs. Notre mission consiste à détecter les substances interdites et à écrire ensuite un rapport.

Accrédité par le CIO en 1991, le laboratoire lausannois est le seul habilité à faire des analyses antidopage en Suisse.

Une évaluation clôt cette procédure, avant le verdict de l'AMA.»

Les stimulants, les narcotiques-analgésiques, les bêta-bloquants, les diurétiques et les hormones peptidiques et analogues sont les cinq grandes classes de produits illicites passées au crible. L'alcool, la marijuana, les anesthésiques locaux et les corticostéroïdes, soumis à certaines restrictions, sont également recherchés. Et il y a l'EPO. «L'essentiel des contrôles se fait à partir d'échantillons d'urine, commente Martial Saugy. Nous y cherchons des traces de produits interdits. Celles-ci demeurent plus longtemps dans l'urine que dans le sang. Si nous souhaitons en revanche connaître les effets d'un produit, nous examinons le sang. Il faut toutefois préciser qu'un test du sang n'est pas un contrôle antidopage, mais de ciblage. Aucune sanction réelle n'est prononcée, tout au plus le sportif est-il déclaré inapte à la pratique sportive jusqu'à ce que les valeurs soient à nouveau normales.»

Chiffres trompeurs

A l'échelle mondiale, entre 1 et 2% des prélevements débouchent sur un contrôle positif. Un pourcentage qui ne convainc pas le directeur du LAD: «Nous sommes probablement en dessous de la réalité du terrain. Il y a des substances difficiles à dépister, des fenêtres de détection parfois trop courtes et des athlètes qui se dopent très subtilement. Aux premiers temps de l'EPO, lorsque les sportifs ne craignaient pas d'être pris dans les filets de la lutte antidopage, nous étions vraisemblablement proches des 50% dans certains milieux!»

Chaque année, le LAD procède à quelque 4000 analyses d'urine et de sang. «Une petite moitié pour le compte de Swiss Olympic, l'autre moitié pour celui de fédérations internationales», note Martial Saugy. Plusieurs institutions sportives ont en effet recours aux services de son équipe, composée d'une vingtaine de personnes. En premier lieu, l'Union Cycliste Internationale (UCI). «Le cyclisme était confronté à un grand problème avec l'EPO au milieu des années nonante. En 1996, nous avions proposé à l'UCI de faire des mesures sanguines, sur le terrain et le jour même de la compétition. L'accord des directeurs d'équipe et du syndicat des coureurs – qui souhaitaient eux-mêmes qu'une sorte de radar soit mise sur pied – avait été obtenu pour effectuer les premières expériences lors du Tour de Suisse de cette année-là. Mais officiellement, les premiers contrôles du taux d'hématocrite ont été réalisés en 1997.»

Euro 2008 en vue

Outre l'UCI, l'Union européenne de football (UEFA), la Fédération internationale de football (FIFA) et la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) font aussi appel au laboratoire lausannois pour soutenir et améliorer leur programme antidopage. «Le football, l'athlétisme et le cyclisme sont, dans cet ordre, les sports les plus contrôlés. Nous voulons travailler avec les fédérations les plus représentatives», mentionne Martial Saugy, qui reconnaît que la présence des sièges de l'UCI, de l'UEFA et de la FIFA sur sol suisse n'est pas étrangère à cette collaboration. «Le cas de l'IAAF est un peu différent, poursuit-il. Venant du milieu de l'athlétisme, cela me tenait personnellement à cœur.»

Après la Coupe du Monde de football 2002 et 2006, l'Euro 2004 et les Jeux d'hiver de Turin, le Laboratoire suisse d'analyse du dopage se replongera au cœur d'un grand rendez-vous: l'Euro 2008. «Le laboratoire

autrichien s'occupera des contrôles avant la compétition et nous prendrons le relais», précise son directeur. Seront recherchés, comme à l'accoutumée, les habituelles classes de produits interdits, avant l'arrivée des nouvelles formes de dopage prévues prochainement.

«Le dopage par manipulation génétique ou par des substances endogènes pourrait faire son arrivée après les Jeux olympiques de Pékin, pense Martial Saugy. Certains pays comme les Etats-Unis disposent déjà de ces techniques à titre expérimental.» Des techniques qui obligent les laboratoires à appréhender la lutte sous un nouvel angle. «Nous devrons dès lors faire un suivi médical individuel de chaque athlète et non plus le comparer à une population. L'athlète deviendra son propre étalon.» //



Véhiculer le bon message

Interview // Selon Martial Saugy, de nombreux jeunes ont déjà fait le premier pas vers une dépendance pharmacologique. Dans sa ligne de mire, les compléments alimentaires.

► **«mobile»: Le sport d'élite est régulièrement confronté à de nouveaux cas de dopage. Est-ce que les milieux scolaires et associatifs, moins médiatisés, sont épargnés? Martial Saugy:** Je n'ai jamais relevé de cas de dopage aux anabolisants ou aux stimulants dans ces milieux-là en Suisse. La problématique du dopage existe pourtant. Une étude française récente a indiqué que 13% d'enfants entre 10 à 12 ans prenaient des compléments alimentaires, comme la créatine. Notre pays n'est pas épargné par ce phénomène. Si ces produits sont autorisés, car non inscrits sur la liste édictée

par l'Agence Mondiale Antidopage, j'estime toutefois qu'ils sont le pas de porte du dopage. Les jeunes prennent ces substances pour modifier leur performance. Les attentes sont les mêmes qu'avec des produits interdits.

Les jeunes sportifs sont-ils conscients de cette dimension des compléments alimentaires? Non, d'autant plus que jusqu'à l'âge de 15 ans, ce sont souvent les parents, les moniteurs, les entraîneurs qui leur recommandent d'absorber ces produits. Ils ne véhiculent malheureusement pas le bon message.